



L'analyse emploi/formation des transitions énergétique et écologique

Félicie Drouilleau

► **To cite this version:**

Félicie Drouilleau. L'analyse emploi/formation des transitions énergétique et écologique. 2017.
halshs-02513523

HAL Id: halshs-02513523

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02513523>

Submitted on 20 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'analyse emploi/formation des transitions énergétique et écologique

Félicie Drouilleau

Chargée d'études au Céreq

Le point sur...

Site internet du Céreq

Rédigé le 14 février 2017

Le Céreq conduit depuis le début des années 2010 une série de travaux exploratoires destinés à mieux appréhender les évolutions des métiers et des formations liés à l'énergie, au développement durable et à l'environnement. Ce segment est complexe à appréhender pour les acteurs de l'emploi et de la formation car il ne correspond pas à une branche, à un secteur, ou encore à une famille de métiers. Les approches sectorielles ne peuvent donc être mobilisées, ni celles des niveaux de formation, ou encore celles qui se basent sur une identification des métiers ou des emplois-types (comme la méthode ETED par exemple). Les cadres d'analyse traditionnels de l'emploi/formation semblent caduques pour comprendre les changements en jeu.

Saisir de manière synthétique les transformations des emplois et des formations liés à l'énergie, l'environnement ou encore l'écologie relève donc d'une gageure : quelles méthodes adopter ?

Depuis le milieu des années 2000, différentes approches ont été employées, notamment statistiques, dans le cadre d'une classification des métiers dits « verts » et « verdissants ». Dans le cadre d'une convention de partenariat avec le Commissariat Général au Développement Durable (CGDD), le Céreq a mené une série d'études qualitatives en vue de compléter les analyses quantitatives existantes¹. Ces études ont été effectuées parallèlement à d'autres travaux pour le compte du Ministère de la Culture² ou dans le cadre de partenariats avec ACP Conseil³ (Martinique).

Les études qualitatives menées par le Céreq depuis 2013 se sont articulées autour de trois focus :

- L'analyse prospective des besoins en compétences d' « éco-activités » émergentes ou déjà bien ancrées dans le paysage industriel français (CEP Environnement et

1 Analyses quantitatives menées principalement par le SOeS, le service statistique du CGDD. Pour les données concernant la transition école-emploi, le SOeS recourt aux données de l'enquête « Génération » du Céreq.

2 Paul Kalck, 2016, *Comment ils sont devenus architectes éco-responsables*, Céreq Bref, n°342, janvier, 4 p.

3 Sabine Louis Gustave, Christian Hibade et Chatal Labruière, 2015, *Contrat d'études prospectives – Environnement et Développement Durable en Martinique*, Net.doc, n°138, juin, 296 p.

Développement Durable en Martinique⁴; études sur les Energies Marines Renouvelables⁵, sur l'Eolien Terrestre⁶, sur les Réseaux Electriques Intelligents⁷ ou encore sur la Méthanisation⁸)

- L'innovation dans les métiers à travers le repérage des pratiques professionnelles nouvelles ou en développement dans des secteurs impactés diversement par les questions écologiques et énergétiques (Bâtiment, Agriculture, Logistique)⁹
- L'évolution des certifications qui a permis de mettre en lumière le verdissement des référentiels de certification¹⁰.

En termes prospectifs, les études n'ont pas porté sur une branche ou un secteur mais sur des activités professionnelles – souvent émergentes ou en phase de structuration – nommées « éco-activités ». Les « éco-activités » représentent, selon le Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer « l'ensemble des activités directement appliquées à la préservation de l'environnement au sens classique du terme (eau, air, sol, déchets y compris la récupération, odeur, bruit, etc.) de manière préventive ou curative, à l'efficacité énergétique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre et aux énergies renouvelables ». Ces activités cherchent aujourd'hui à se structurer en filières, à travers le Comité d'Orientation des Filières Eco-industries (qui concerne un certain nombre d'éco-activités industrielles), dans le cadre notamment des travaux du Conseil National de l'Industrie (CNI) et son organisation en Comités Stratégiques de Filières¹¹.

Pour les activités étudiées (Énergies Marines Renouvelables, Éolien terrestre, Réseaux Électriques Intelligents, Méthanisation), l'analyse s'est fondée sur une description en termes de « filière ». Il s'agissait d'une approche exploratoire, complexe à mettre en œuvre d'un point de vue méthodologique (choix des acteurs pertinents, définition du périmètre, validation d'une chaîne de valeur, etc.). Elle a cependant permis de mettre en avant un certain nombre de dynamiques particulières.

Un point fort des résultats est constitué par le fait que les éco-activités étudiées n'ont pas dévoilé des métiers nouveaux mais différentes formes de recompositions professionnelles :

4 Sabine Louis Gustave, Christian Hibade et Chantal Labruyère, 2015, *Contrat d'études prospectives – Environnement et Développement Durable en Martinique*, Net.doc, n°138, juin, 296 p.

5 Gérard Podevin, 2015, *Quand l'éolien prend la mer : un vent nouveau sur des métiers existants*, Céreq Bref, n°336, juin, 4 p. ; Gérard Podevin, 2015, *L'émergence d'une filière EMR en France : quelles perspectives pour l'emploi et la formation ? Le cas de l'éolien offshore posé*, Net.doc n°136, mai, 136 p.

6 Pauline Devie, Félicie Drouilleau, Chantal Labruyère (coordination), Aurélie Mazouin, Gérard Podevin, 2016, *La filière éolienne terrestre : perspectives pour l'emploi et la formation*, Céreq Etudes, octobre, 111 p.

7 Nathalie Bosse, 2016, *Les réseaux électriques intelligents : vers de nouveaux besoins en compétences et en formation*, Céreq Etudes, n°3, novembre, 59 p.

8 Stéphane Michun, 2016, *La filière méthanisation*, Céreq Etude, n°5, décembre, 47 p.

9 Félicie Drouilleau, Patrice Cayre, Paul Kalck et Diego Landivar, 2017, *L'émergence de pratiques éco-responsables : trois analyses dans le domaine du bâtiment, de la méthanisation et de la logistique*, Céreq Etudes, n°7, p.

10 Nathalie Beaupère, Chantal Labruyère, Jennifer Wendling, 2016, *Prise en compte des mutations induites par la transition vers l'économie verte dans les formations professionnelles initiales*, Céreq Etudes, n°4, 138 p. ; Nathalie Beaupère et Chantal Labruyère, 2016, *Prise en compte des mutations induites par la transition vers l'économie verte dans les formations professionnelles initiales – Volume 2*, Céreq Etudes, n°6, décembre 119 p.

11 Les filières éco-industries représentent l'un des 14 Comités Stratégiques de Filières du CNI.

- agencements de compétences jusque-là éclatées entre différents métiers (dans les EMR: hydraulique, mécanique, électronique de puissance, informatique, automatisme)
- évolutions de métiers existants qui nécessitent la mise en œuvre de compétences complémentaires pour les professionnels concernés (REI: besoin de compétences en TIC pour les professionnels du transport et de la distribution d'électricité)
- évolution des rôles professionnels (Méthanisation : des agriculteurs qui deviennent industriels?)
- évolution de l'organisation du travail pour certains métiers (métiers de métrologues et d'instrumentistes)

En termes d'innovation dans les métiers, trois études sur le bâtiment, l'agriculture et la logistique se sont intéressées aux pratiques professionnelles que l'on pourrait qualifier de marginales ou encore embryonnaires. Les études ont porté sur les associations ou coopératives actives dans les domaines professionnels du bâtiment (écoconstruction), de la logistique (en prenant l'exemple de la logistique des circuits-courts) et de la méthanisation agricole. Les trois analyses réunies sous forme de synthèse ont cherché à comprendre quelle pourrait être la participation d'initiatives associatives ou coopératives à la transition écologique.

Pour chacun des domaines étudiés (l'écoconstruction, la méthanisation agricole ou la logistique des circuits-courts), des démarches innovantes de mise en réseau et de travail collaboratif apparaissent. Ces approches collaboratives, transversales à différents domaines d'activités et métiers, recourent aux Technologies de l'Information et de la Communication et plus précisément aux plateformes numériques. Ces plateformes permettent de nouvelles manières de travailler, plus axées sur la mutualisation entre acteurs. De telles mutualisations sont possibles car les différents acteurs s'identifient à un même réseau de valeur et une même éthique professionnelle, liés le plus souvent à l'Économie Sociale et Solidaire.

Ainsi, les associations et coopératives impliquées dans la logistique des circuits-courts mettent-elles en œuvre des mutualisations des chargements de fruits et légumes pour la livraison de la restauration collective (cantines scolaires), rassemblant différents chargeurs (le plus souvent producteurs). La mutualisation des chargements entre acteurs, appelée de ses vœux par la logistique dite « traditionnelle », peine à se mettre en place en raison de difficultés multiples, liées principalement à des dynamiques concurrentielles complexes. Ces dynamiques concurrentielles sont moins exacerbées dans les réseaux associatifs et coopératifs rassemblés autour d'un but commun.

Le rôle des associations et coopératives est ainsi essentiel dans l'émergence d'une transition écologique des métiers et du monde économique. Elles peuvent fonctionner comme un « levier », tout comme elles l'ont été dans le déploiement et la diffusion de l'Éducation Relative à L'environnement et l'Éducation au Développement Durable dans les formations initiales et continues.

Concernant les évolutions des certifications, l'analyse du verdissement des référentiels de certification a pu mettre en lumière une prise en compte certaine, dans les textes, des enjeux environnementaux, écologiques et de développement durable. Ces transformations sont plus marquées dans certains secteurs (la métallurgie, le bâtiment, la chimie et le secteur « bois et dérivés »), et dépendent moins du niveau de qualification que de la spécialité de formation. Toutefois, les professions intermédiaires (dont une majorité sont diplômés de niveau III - Licence) semblent plus concernées par ces transformations que les populations ouvrières (dont beaucoup sont encore diplômées au niveau V - CAP). Le développement durable comporte en effet une dimension de gestion (économies d'énergies, évaluation RSE, etc.) qui impacte ces niveaux intermédiaires.

Si le niveau réglementaire évolue nettement, qu'en est-il dans les faits ? Une analyse des formations « en acte » et de l'engagement réel des enseignants et formateurs serait maintenant nécessaire pour comprendre le déploiement des enjeux écologiques et de verdissement dans la formation professionnelle.

Conclusion

Les analyses qualitatives menées sur les thématiques de l'énergie, l'environnement ou le développement durable ont montré l'importance de prendre en compte la dimension d'innovation sociale liée à ces transformations. Ces dimensions innovantes peuvent être appréhendées à travers l'analyse emploi/formation des tentatives contemporaines de structuration et re-structuration dans des modèles d'organisation comme la filière. Elles peuvent également être repérées en examinant les marges de l'économie traditionnelle, à travers un focus sur les associations ou les coopératives spécialisées sur des domaines très précis de la transition écologique. Ces innovations sociales peuvent enfin naître d'une approche volontaire des pouvoirs publics comme par exemple dans le verdissement des référentiels de certification, même s'il faudra s'assurer ensuite que ce verdissement réglementaire sera poursuivi et intégré par les acteurs du monde de la formation et du monde professionnel.

Ainsi, s'il importe de repérer et de comptabiliser les métiers les plus impactés par la transition écologique et énergétique (métiers verts et verdissants), il ne faut pas non plus oublier de s'intéresser aux innovations plus qualitatives, souvent locales et territorialisées.